

# Plus de 250 Sud-Africains éminents appellent à des sanctions pour arrêter l'annexion

Par South African BDS Coalition / South Africa, le 18 juin 2020

Parmi les principaux signataires de l'appel des pays du Sud figurent l'ancien président sud-africain Kgalema Motlanthe, l'ancien ministre mozambicain Oscar Monteiro, l'ancienne Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Navi Pillay, le secrétaire général de la Fédération sud-africaine des syndicats Zwelinzima Vavi et l'ancien commissaire de la Commission sud-africaine des droits de l'homme Pregs Govender.

Ces dernières semaines, le monde a manifesté sa solidarité avec les habitants des États-Unis d'Amérique qui expriment leur indignation face au racisme systémique et au meurtre brutal de Noirs par la police états-unienne. L'appel de ralliement « Black Lives Matter » a attiré des centaines de milliers de personnes dans les rues du monde entier au milieu d'une pandémie où les gens sont censés s'éloigner physiquement. Grâce à cette mobilisation de masse, un point de basculement a été atteint dans la lutte pour l'égalité aux États-Unis. Dans le même temps, un nombre croissant de Sud-Africains ont exprimé leur choc et leur indignation face aux nombreux cas de brutalité policière dans leur pays, y compris, plus récemment, le meurtre de Collins Khosa, Sibusiso Amos, Ntando Elias Sigasa, Adane Emmanuel et d'autres.

Cependant, la même violence systémique contre les Palestiniens a constamment été négligée. Selon le journal israélien

Haaretz, « quelques jours après le meurtre sauvage de George Floyd, samedi matin, dans la vieille ville de Jérusalem, Eyad Hallaq, un autiste de 32 ans, se rendait au centre Elwyn pour personnes handicapées. Les agents de la police des frontières ont déclaré qu'ils croyaient qu'il tenait une arme – il n'y en avait pas – et lorsqu'ils ont crié pour qu'il s'arrête, il s'est mis à courir. La peine était la mort. La police des frontières, la plus brutale de toutes les unités, ne connaît pas d'autre moyen de maîtriser un Palestinien autiste en fuite que de l'exécuter. Ces agents lâches de la police des frontières ont tiré une dizaine de balles sur Hallaq alors qu'il fuyait, jusqu'à ce qu'il meure. C'est toujours comme ça qu'ils agissent. C'est ce qu'ils ont été entraînés à faire ». Eyad est l'un des nombreux Palestiniens innocents qui ont été brutalement tués par les forces israéliennes, mais son meurtre et celui de milliers d'autres Palestiniens ont été accueillis par un silence assourdissant.

Il est temps que la communauté internationale démontre qu'elle n'ignore pas la souffrance des Palestiniens, qui sont les principales victimes du racisme et des injustices systémiques d'Israël depuis des décennies, et dont l'oppression est sur le point de s'intensifier encore.

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu, en violation flagrante du droit international, menace le 1er juillet de commencer l'annexion d'une grande partie du territoire palestinien en Cisjordanie – avec le soutien de l'administration Trump et la complicité de l'Union européenne (UE). Depuis 72 ans, Israël a systématiquement sapé le droit international en toute impunité par le vol, la colonisation et l'annexion de biens et de territoires palestiniens, à la fois de jure, comme pour Jérusalem-Est en 1967 et le plateau du Golan syrien en 1982, et de facto par une matrice de colonies illégales, d'infrastructures de colonisation et du mur d'apartheid en Cisjordanie.

Cette annexion prévue de 30 % de la Cisjordanie et de la

vallée du Jourdain sera l'aboutissement d'années de vol et d'occupation progressive par l'appropriation de terres, le déplacement forcé de la population palestinienne et l'installation d'Israéliens dans les territoires occupés. La poursuite de l'oppression des Palestiniens a été facilitée par l'imposition d'un régime d'apartheid de discrimination raciale, de ségrégation et d'expansion territoriale qui est inscrit dans le droit interne israélien.

Les syndicats, les organisations de la société civile palestinienne et les groupes de défense des droits de la personne affirment que « l'annexion imminente est un test politique décisif pour la communauté internationale et pour sa capacité à faire respecter le droit international ». Ceci est exprimé dans une récente déclaration : « Palestinian Civil Society Calls for Effective Measures by all States to Stop Israel's Illegal Annexation of the Occupied West Bank and Grave Violations of Human Rights » (« La société civile palestinienne demande que tous les États prennent des mesures efficaces pour mettre fin à l'annexion illégale de la Cisjordanie occupée par Israël et aux graves violations des droits de la personne »). En réponse à cet appel, la déclaration de la coalition sud-africaine pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (SA BDS) a reçu l'aval de plus de 250 éminents Sud-Africains, sur la base de celle préparée par les organisations de la société civile palestinienne. En outre, alors que cette déclaration avait été initiée par les dirigeants sud-africains, des déclarations de soutien ont également commencé à arriver du reste du continent. Nous sommes honorés d'inclure ici aussi les premiers noms d'autres dirigeants africains. La déclaration appelle le gouvernement sud-africain à mener une campagne au sein des Nations unies (ONU) pour imposer des contre-mesures et des sanctions contre Israël pour ses violations des principes fondamentaux du droit international, son déni des droits des Palestiniens à l'autodétermination et son annexion violente et forcée du territoire palestinien.

Parmi les signataires figurent des membres retraités et actuels du pouvoir judiciaire, le vice-président de l'Assemblée nationale, des chefs religieux, d'anciens vice-chanceliers d'université et d'autres toujours en poste, d'anciens ministres, des vétérans de la lutte de libération, des généraux militaires à la retraite, dont un ancien commandant de la South African National Defence Force (SANDF), des universitaires de haut niveau, des militants, des défenseurs des droits de la personne, des leaders communautaires, des membres du monde des affaires, des militants des arts et de la culture, des journalistes et d'anciens prisonniers politiques. Parmi les principaux signataires figurent Kgalema Motlanthe (ancien président de la RSA), Oscar Monteiro (ancien ministre du Mozambique), S'bu Zikode (président d'Abahlali baseMjondolo), Makoma Lekalakala (militant pour l'environnement), Zak Yacoob (juge retraité de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud), Pregs Govender (ancien commissaire à la Commission des droits de l'homme de l'Afrique du Sud, ancien député), Navi Pillay (ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme), Leigh-Ann Naidoo (militant, athlète olympique), Zwelinzima Vavi (secrétaire général de la Fédération sud-africaine des syndicats) et Irvin Jim (secrétaire général de l'Union nationale

des métallurgistes d'Afrique du Sud), parmi beaucoup d'autres. La déclaration appelle le gouvernement sud-africain et l'Union africaine, dont le président Cyril Ramaphosa assure actuellement la présidence, à déployer tous leurs efforts pour que les gouvernements africains remplissent leurs obligations en vertu du droit international et pour montrer qu'ils soutiennent la justice, les droits de la personne et la libération des Palestiniens en :

- assurant l'adoption d'une résolution à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) qui renouvelle la demande de sanctions ciblées contre Israël et fournisse les moyens de les

mettre en œuvre, y compris un boycott de tous les produits provenant des colonies illégales, la suspension des accords commerciaux avec Israël et un embargo militaire, comme contre-mesures pour mettre un terme à son annexion du territoire palestinien occupé et à ses autres violations flagrantes du droit international – à l’instar des mesures adoptées à plusieurs reprises par l’AGNU et le Conseil de sécurité des Nations unies contre l’Afrique du Sud de l’apartheid, qualifiant l’apartheid de crime contre l’humanité et de menace grave pour la paix et la sécurité internationales,

- faisant campagne pour l’activation du Comité spécial de l’ONU sur l’apartheid en réponse aux politiques israéliennes envers les populations autochtones de Palestine,

- garantissant l’efficacité et la mise à jour régulière de la base de données des Nations unies sur les entreprises impliquées dans les activités de colonisation illégale d’Israël,

- soutenant l’enquête de la Cour pénale internationale sur les crimes de guerre et les crimes contre l’humanité perpétrés par Israël dans les territoires palestiniens occupés.

En tant que Sud-Africains qui avons une longue et glorieuse histoire de lutte pour la libération nationale, la liberté et la démocratie, et contre le colonialisme et l’apartheid, nous élevons nos voix et nos poings en profonde solidarité avec le peuple palestinien dans sa quête de libération et d’autodétermination, un peuple qui a souffert pendant plus de sept décennies de l’apartheid, de l’occupation et de la colonisation alors que le monde regardait et permettait les violations du droit international et des droits de la personne. Nous, les soussignés, avec des dirigeants éminents du Sud, ne permettrons pas à Israël, en partenariat avec le régime Trump, de triompher contre la justice et le droit international. À une époque où le monde met en évidence le racisme et l’héritage de l’esclavage et du colonialisme, où

les icônes coloniales sont détruites par les actions de citoyens « gatvol » (exaspérés) devant un ordre mondial qui tolère l'injustice contre les pauvres et les vulnérables, nous poursuivrons sans relâche la lutte du peuple palestinien pour sa libération du racisme, de l'occupation, du colonialisme et de l'apartheid. C'est une lutte, avec celle d'autres groupes opprimés comme les Noirs aux États-Unis, dont le caractère définit l'éthique et la moralité de notre temps. Nous nous tiendrons du bon côté dans cet affrontement !

Pour une liste complète des signataires, voir [ici](#).

**Traduction** : MUV pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#) et [SA-BDS](#)